

Sommaire

01.	La méthodologie	3
02.	Les résultats de l'étude	5
	A Perceptions générales de la réindustrialisation	
	B Attentes et priorités liées à la réindustrialisation	
	C Acceptabilité locale et attractivité	
03.	Les grands enseignements	22





Méthodologie







La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.



Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 4 au 5 novembre 2025.

Rappel de la méthodologie des précédentes vagues

Etude Ifop pour Fives, menée auprès d'un échantillon de 1004 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Les interviews ont eu lieu par questionnaire auto-administré en ligne du 27 au 30 mars 2012.

Etude Ifop pour L'Usine Nouvelle réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 16 au 18 novembre 2010 auprès d'un échantillon de 931 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Etude Ifop pour L'Usine Nouvelle réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 11 au 13 octobre 2011 auprès d'un échantillon de 1028 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Etude Ifop pour L'Usine Nouvelle réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 20 septembre 2012 auprès d'un échantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Etude Ifop pour L'Usine Nouvelle réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 26 septembre au 1er octobre 2013 auprès d'un échantillon de 1003 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Etude Ifop pour L'Usine Nouvelle réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 12 au 14 novembre 2025 auprès d'un échantillon de 996 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Etude Ifop pour Ifop pour Adrénaline / Arts et Métiers Alumni réalisé par questionnaire auto-administré en ligne du 30 septembre au 1er octobre 2024 auprès d'un échantillon de 1000 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.









Les évocations associées à la réindustrialisation

Question: Lorsqu'on vous parle aujourd'hui de « réindustrialisation », à quoi pensez-vous? Quels mots ou idées vous viennent à l'esprit?

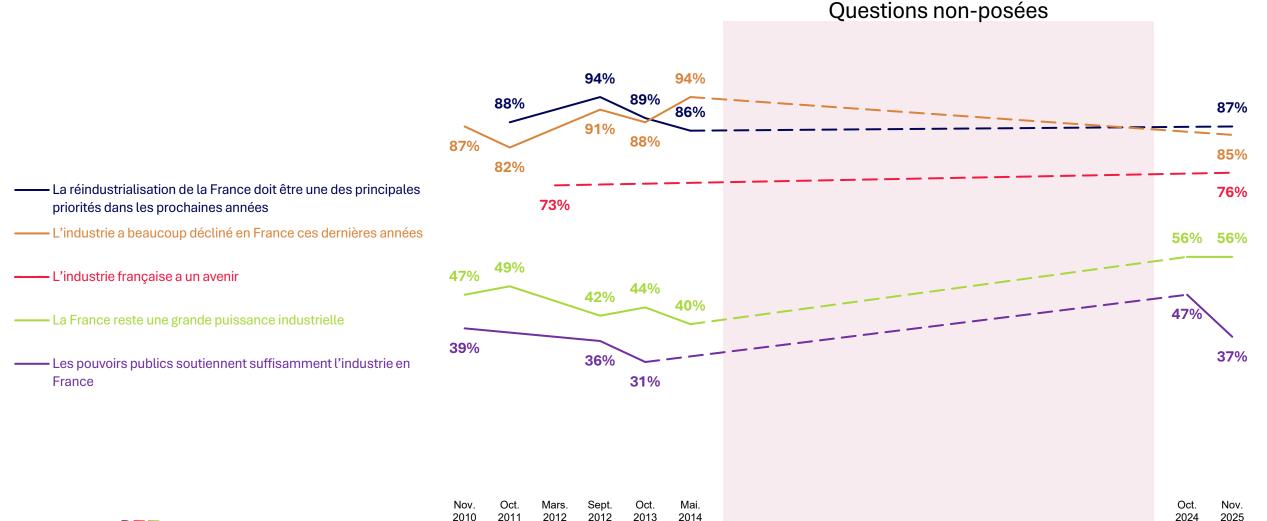
Question ouverte, réponses spontanées





L'adhésion à différentes affirmations sur l'industrie en France <u>Historique</u>

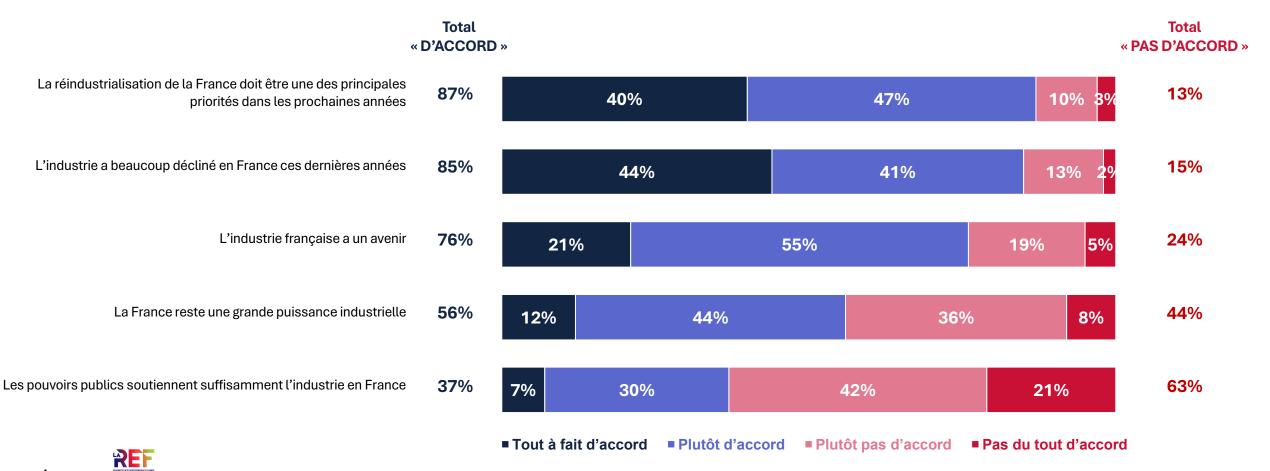
Question: Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous que vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord?





L'adhésion à différentes affirmations sur l'industrie en France

Question: Pour chacune des phrases suivantes, diriez-vous que vous êtes plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord?

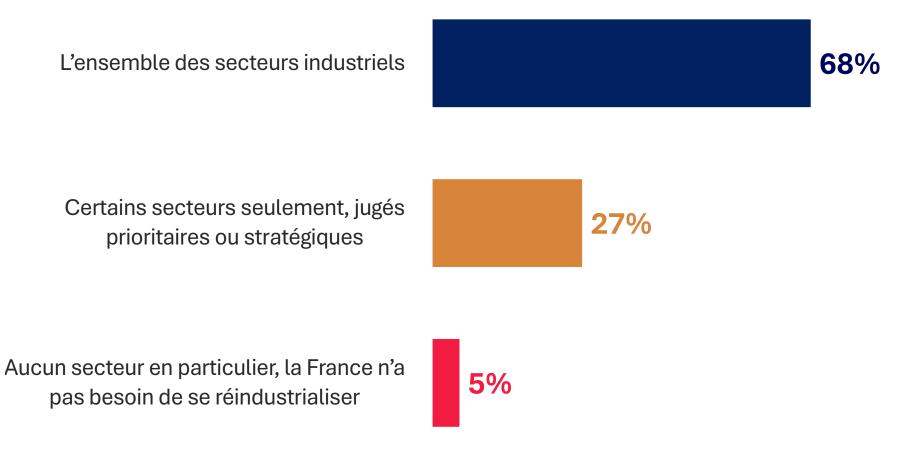






Les secteurs qui devraient être concernés par cette réindustrialisation

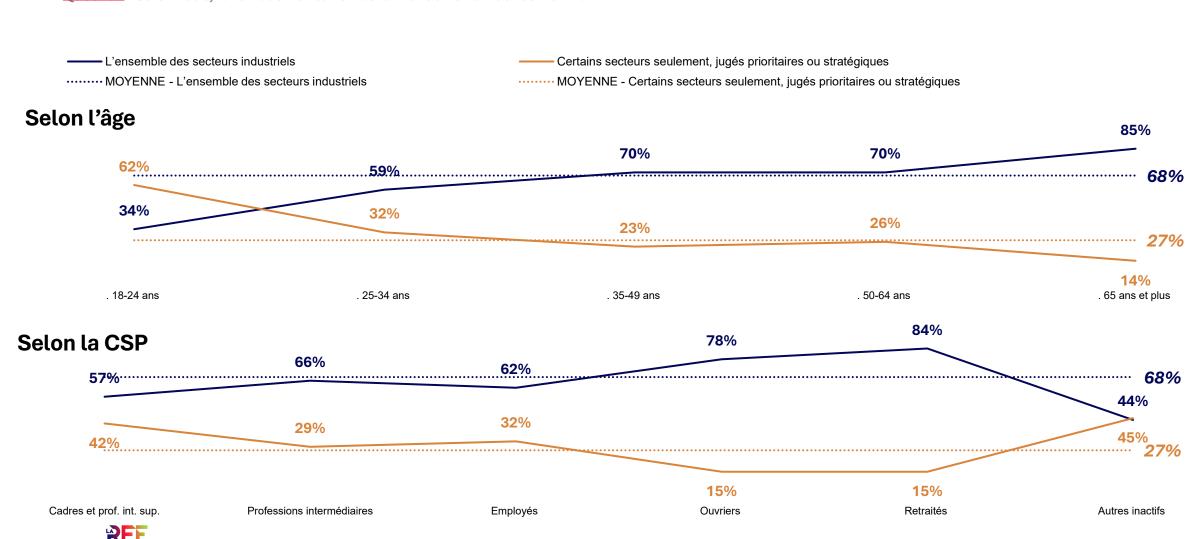
Question: Selon vous, la réindustrialisation de la France devrait concerner...?





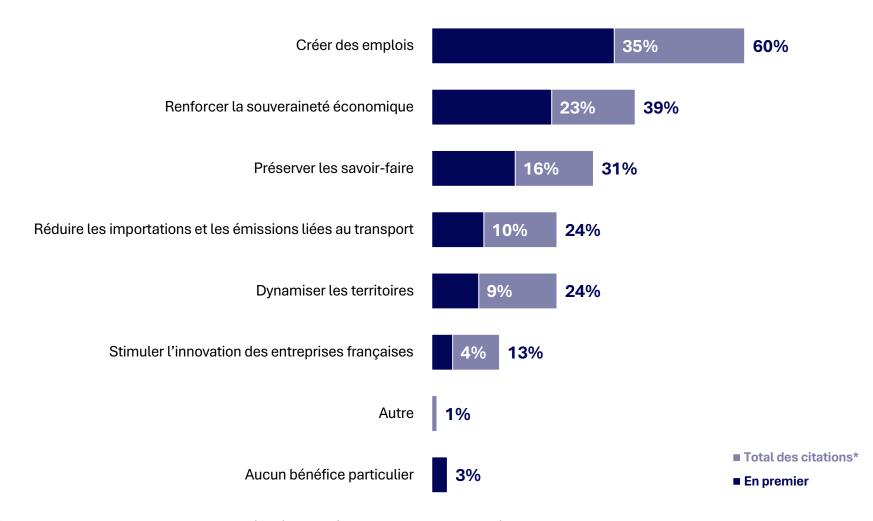
Les secteurs qui devraient être concernés par cette réindustrialisation FOCUS

Question: Selon vous, la réindustrialisation de la France devrait concerner...?



Les bénéfices que la réindustrialisation pourrait apporter à la France

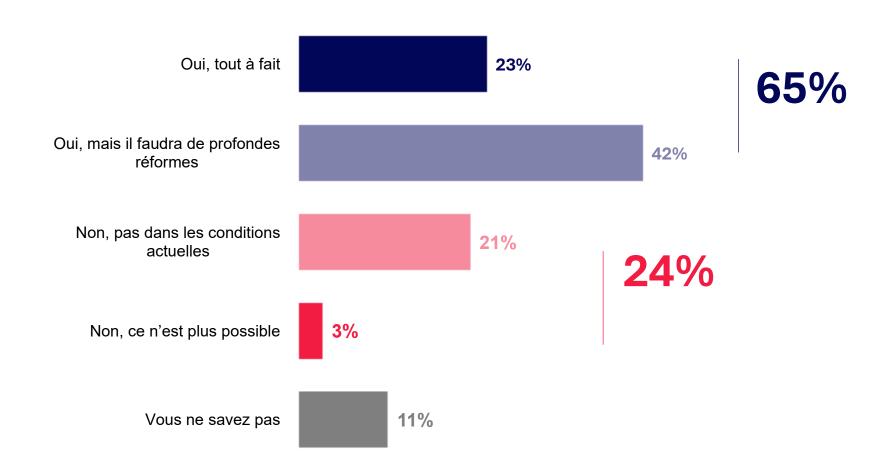
Question: Selon vous, quels bénéfices la réindustrialisation pourrait-elle apporter à la France? En premier? En second?





Le sentiment que la France a les moyens de réussir sa réindustrialisation

Question: La France a-t-elle, selon vous, les moyens de réussir sa réindustrialisation?





Les principaux obstacles à la réindustrialisation de la France

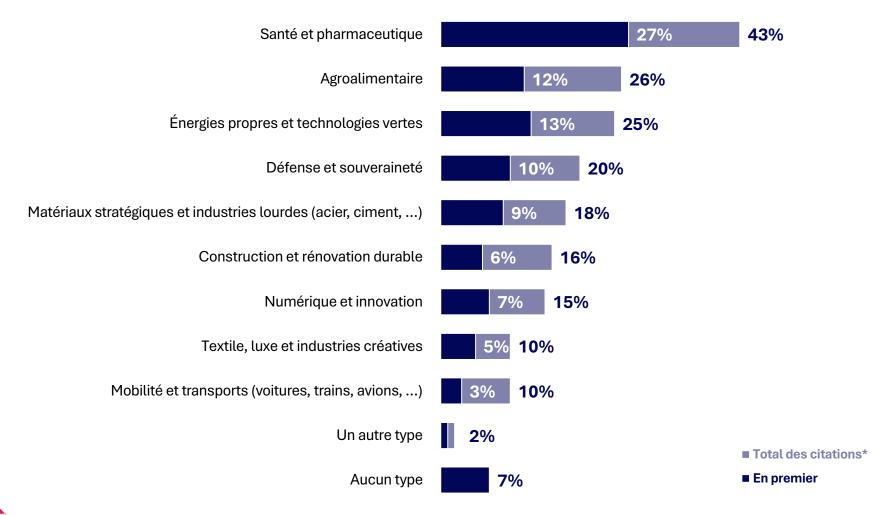
Question: Quels sont les principaux obstacles à la réindustrialisation de la France? En premier? En second?





Les types d'industries qui devraient être prioritaires

Question: Quels types d'industries devraient être prioritaires? En premier? En second?

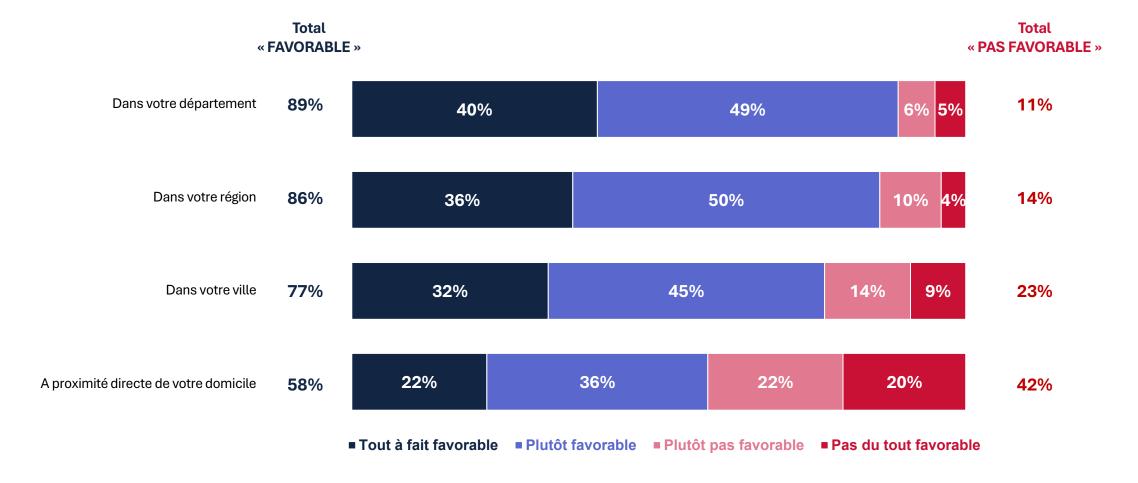






L'acceptation de l'installation d'une usine à proximité

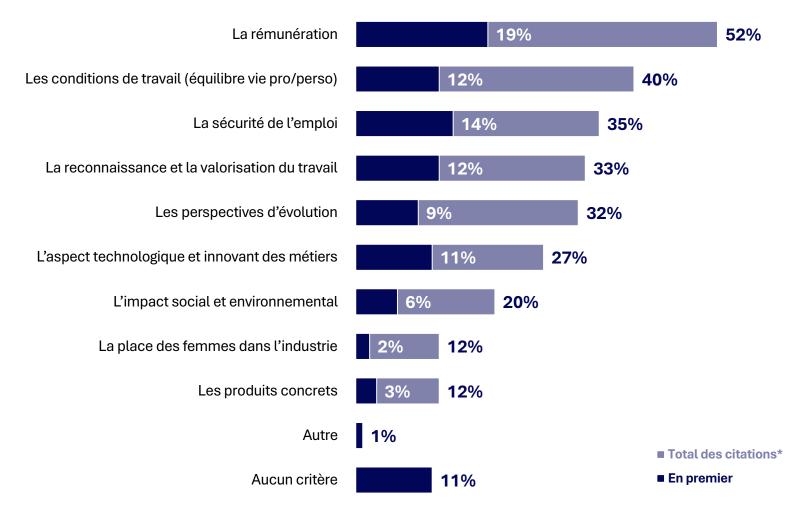
Question: Êtes-vous favorable ou pas favorable à l'installation d'une usine...?





Les critères motivant à faire carrière dans l'industrie

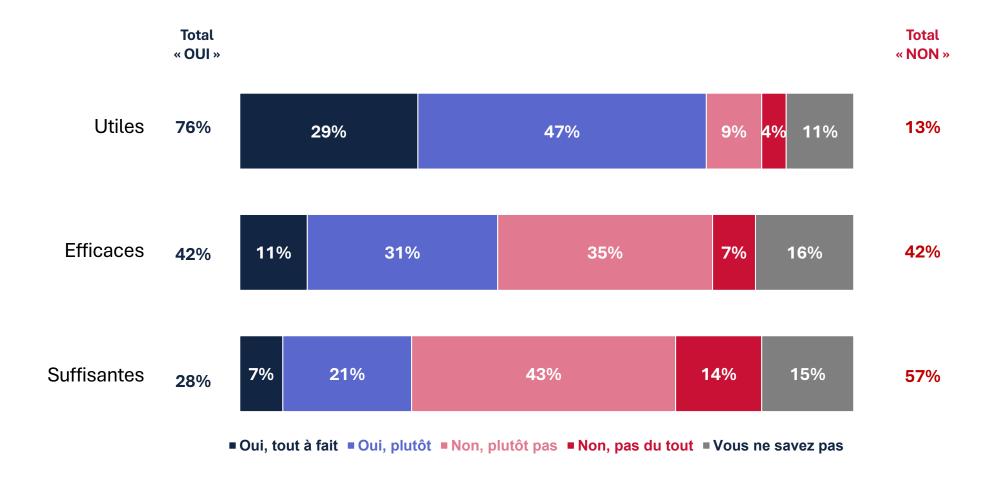
Question: Parmi les critères suivants, lesquels vous motiveraient à faire carrière dans l'industrie ou à orienter vos enfants vers une telle carrière? En premier? En deuxième? En troisième?





L'adhésion à différentes affirmations concernant les initiatives à destination des jeunes femmes

Question: Pensez-vous que les initiatives qui visent à conduire plus de jeunes femmes à s'orienter vers les métiers de l'industrie, sont...?







Un attachement fort à l'industrie, entre fierté nationale et conscience du déclin

Les idées qu'évoquent spontanément la réindustrialisation aux Français sont plutôt positifs : « France, « emploi », « nouveauté, « développement », Les Français restent attachés à la réindustrialisation. Cette dernière reste, depuis 2011, une priorité pour les années à venir aux yeux d'une écrasante majorité (87% cette année, contre 88% en 2011, avec un pic à 94% en septembre 2012).

Entre 2012 et 2025, la confiance dans l'avenir de l'industrie française se confirme (76% contre 73% en mai 2012). D'ailleurs, depuis 2024, l'image de puissance industrielle de la France retrouve quelques couleurs : 56% des Français estiment que le pays reste une grande puissance dans le secteur, un niveau supérieur à la période 2010 - 2014, où cette opinion n'avait jamais dépassé 49%. Pourtant, cet optimisme ne gomme pas le sentiment de déclin, ancré dans la durée : 85% estiment aujourd'hui que l'industrie a beaucoup décliné ces dernières années (ils étaient entre 82% et 94% dans les années 2010). Chez les hommes, le sentiment de déclin est d'ailleurs particulièrement marqué (92% contre 78% des femmes).

Ces observations s'accompagnent d'un jugement sévère sur la réponse publique : les pouvoirs publics apparaissent trop en retrait. Seuls 37% des Français considèrent que les pouvoirs publics soutiennent suffisamment l'industrie. Les Français s'étaient montrés moins critiques en 2024 (47%), sans doute après l'effet-porteur de France Relance, qui avait jeté un coup de projecteur sur l'action publique. L'effet semble retomber, avec un niveau proche de ceux du début des années 2010 (entre 31% et 39%).

Une réindustrialisation jugée possible, dont l'emploi reste le premier bénéfice attendu

Pour les Français, le pays a encore les moyens de sa réussite. 65% des Français estiment que cette réindustrialisation est encore possible, mais sous réserve de profondes réformes pour 42% des Français. 21% des répondants se montrent plus pessimistes, au regard des conditions actuelles. En revanche, seuls 3% expriment un profond défaitisme, estimant qu'il n'est plus du tout possible de réindustrialiser la France. Les hommes se montrent beaucoup plus optimistes : 70% estiment que la France a les moyens de réussir sa réindustrialisation dont 28% tout à fait, sans émettre de conditions. Les femmes sont sensiblement plus prudentes (60%, dont 18% « tout à fait »).

La réindustrialisation est perçue comme une promesse d'emplois avant d'être un projet de souveraineté. La création d'emplois s'impose nettement (60%), devant le renforcement de la souveraineté économique (39%) et la préservation des savoir-faire (31%). La dimension écologique (24%), la dynamisation des territoires (24%) et la stimulation de l'innovation (13%) apparaissent plus secondaires. Pour les principaux concernés, travaillant dans le secteur de l'industrie, bien que la création d'emploi reste importante (42%), le renforcement de la souveraineté économique occupe une place centrale (55%).



Une majorité souhaite que la réindustrialisation concerne tous les secteurs, avec la santé en tête des priorités

L'importance la réindustrialisation fait largement consensus: seuls 5% des Français estiment que la France n'a pas besoin de se réindustrialiser. Bien que la forme que doit prendre ce mouvement reste sujet à débat, une vision se dégage. 68% des Français privilégient une réindustrialisation entraînant l'ensemble des secteurs industriels, quand 27% des Français prônent une réindustrialisation de certains secteurs jugés prioritaires et stratégiques.

A la question des types d'industries prioritaires, la santé et l'industrie pharmaceutique assoient leur position dominante, mentionnées par 43% des répondants, loin devant les énergies propres et l'agroalimentaire (respectivement 25% et 26%). Cette position est l'héritage de la crise Covid-19, mais également des différentes pénuries de médicaments qui ont marqué les Français. En 2024, selon une étude Ifop, 41% des Français avaient déjà dû renoncer, au cours des 12 derniers mois, à l'achat d'un médicament ou un traitement car celui-ci était en rupture de stock. Il se dessine également une vision genrée de ses priorités : les hommes privilégient des secteurs perçus comme stratégiques ou de long terme, tandis que les femmes mettent davantage en avant les industries liées au quotidien et à la santé publique. Ainsi, 50% des femmes citent l'industrie pharmaceutique (contre 35% des hommes) et 32% l'agroalimentaire (contre 20%), quand 28% des hommes mentionnent l'industrie de défense (contre 13% des femmes), deuxième secteur le plus cité après la santé.

Des freins persistants : un cadre jugé lourd et coûteux, une acceptabilité locale à parfaire

Trois verrous majeurs à la réindustrialisation sont identifiés: la complexité des normes et des démarches administratives (47%), le manque de stabilité des politiques publiques (44%) et le coût du travail (38%). Le manque de main-d'œuvre qualifiée (15%) et les oppositions locales aux projets (14%) apparaissent, en comparaison, plus secondaires.

Au-delà d'un attachement de principe à la réindustrialisation, les Français sont ouverts à l'installation d'une usine sur leur territoire... jusqu'à un certain point. Un gradient d'acceptabilité net se dessine : s'ils sont favorables à l'installation d'une usine dans leur département (89%) ou leur région (86%), et restent ouverts à la présence d'une usine dans leur ville (77%), l'installation à proximité directe de leur domicile génère davantage de crispation. Seuls 58% s'y disent favorables, et même un Français sur cinq déclare n'y être pas du tout favorable. Ce réflexe de distance, typique des logiques NIMBY (« Not In My Backyard », soit « Pas dans mon jardin »), touche plus particulièrement les femmes, dont la favorabilité est systématiquement inférieure de 8 à 14 points à celle des hommes.



Une attractivité fondée sur la sécurité et le salaire, mais un défi d'égalité à relever

La vision de l'industrie en tant qu'employeur reste avant tout utilitariste. Dans un contexte d'incertitude à l'égard du marché de l'emploi et du pouvoir d'achat, les critères de stabilité et de conditions de travail occupent une place centrale dans les motivations à rejoindre le secteur : la rémunération (52%, loin devant), les conditions de travail (40%), la sécurité de l'emploi (35%) ou encore les perspectives d'évolution (32%). Pour ceux travaillant déjà dans l'industrie, la rémunération et les conditions de travail demeurent des motivations très fortes à y travailler soi-même ou ses enfants (respectivement 54% et 47%). Mais on retrouve en 3° position l'aspect technologique et innovant de ces métiers (45%) qui était bien plus en retrait chez l'ensemble des Français (27%).

Les initiatives visant à favoriser l'orientation des jeunes femmes vers les métiers de l'industrie sont réputées utiles (76%), mais les Français concèdent qu'un chemin reste à parcourir avant d'atteindre cet objectif (42% les jugent efficaces et 28% suffisantes).

Une jeune génération qui se détourne de l'industrie ? Un rapport plus distant, mais pas indifférent

Si la réindustrialisation reste une priorité aux yeux des Français de moins de 25 ans, elle occupe une place bien moins centrale : 63% estiment qu'elle constitue une priorité pour les années à venir, contre 87% en moyenne. Cette jeune génération n'a pas connu l'âge d'or de l'industrie française ni l'onde de choc des délocalisations successives, expliquant en partie que la perception du déclin industriel soit moins prégnante (70% vs 85% en moyenne). Parallèlement, la perception de la puissance industrielle française est sensiblement plus positive dans cette génération, possiblement car les attentes des moins de 25 ans sont moins élevées : 66% considèrent que la France reste une grande puissance industrielle, contre 56% en moyenne. Il est intéressant de noter que l'écart entre les générations s'est creusé sur ces différents indicateurs depuis 2014. Le regard des plus jeunes se singularise : l'industrie demeure importante, mais moins centrale et son affaiblissement reste perceptible, mais moins souligné.

Au vu de ce rapport singulier à l'industrie et à la réindustrialisation, cette dernière est plus largement pensée par le prisme sectoriel. On observe même une bascule : 62% des moins de 25 ans estiment que la réindustrialisation doit se faire sur des secteurs précis (contre 27% en moyenne), alors que 34% lui préfèrent une réindustrialisation touchant tous les secteurs (contre 68%).

Enfin, ils sont systématiquement plus réticents à l'installation d'une usine dans leur environnement, que ce soit la région (75%, contre 89% en moyenne) ou le département (72% contre 86%). Le seuil d'acceptabilité se situe dès la ville (58% contre 77%) et seuls 39% se déclarent favorables à l'installation d'une usine à proximité directe de leur logement (contre 58%)



La réindustrialisation, un combat de société traversé par des visions divergentes

Si le consensus national demeure fort, les nuances partisanes révèlent des visions différentes du rôle de l'État, des leviers d'action et des finalités assignées à l'industrie. Sur l'échiquier politique, le sujet ne rassemble donc pas de la même manière : il oppose une gauche pour qui le sujet relève du rôle planificateur de l'État; un centre porté par la logique d'innovation; et une droite qui en fait un marqueur de souveraineté et d'autorité économique.

A gauche, l'industrie demeure importante... mais pas centrale

À gauche, la réindustrialisation est jugée importante, bien que sensiblement moins prioritaire : 81% des sympathisants la considèrent comme un objectif majeur, contre 86% en moyenne. Les différences se jouent surtout entre familles de gauche : les sympathisants de La France insoumise (LFI) se distinguent par un rapport plus distancié au sujet : 65% seulement la jugent prioritaire. A gauche, ce positionnement s'accompagne d'une perception du déclin industriel un peu moins marquée (78% contre 85%) et d'une vision plus positive de la puissance industrielle actuelle (65% estiment que la France reste une grande puissance, contre 56% en moyenne).

Cette gauche croit davantage à l'avenir de l'industrie du pays (85%, contre 76% en moyenne) et se distingue par une préférence pour une réindustrialisation ciblée sur des secteurs prioritaires (43%, contre 27%), même si une majorité conserve l'idée d'une réindustrialisation globale (51%, contre 68%). Cette orientation sectorielle est portée avant tout par LFI, dont 58% des sympathisants privilégient une priorisation des filières stratégiques. Leurs freins identifiés diffèrent également : moins le coût du travail (29% contre 38%) et la complexité des démarches administratives (37% contre 47%), davantage le manque d'investissement (40% contre 26%). La logique dominante à gauche s'articule donc autour d'un État planificateur et investisseur, plus que d'un État dé-régulateur.

Leur hiérarchie sectorielle traduit cette cohérence: priorité à la santé (52%, contre 43%) et aux énergies propres (39%, contre 25%), au détriment de la défense (12%, contre 20%). LFI se singularise par une accentuation de l'intérêt pour les énergies propres (42%, contre 28% chez les sympathisants PS).



Du centre à l'extrême droite, en passant par la droite traditionnelle, les sympathisants partagent une conviction forte : la réindustrialisation se doit d'être une priorité. Mais le rapport à la désindustrialisation et la forme envisagée de la réindustrialisation les différencient.

Renaissance, une vision centrée sur l'innovation et en creux, un bilan à défendre

Chez les sympathisants de Renaissance, la réindustrialisation s'impose comme une évidence centrale : ils en font un marqueur d'innovation, adossé à une défense du bilan gouvernemental. 97% considèrent que la réindustrialisation doit être une priorité (contre 87% en moyenne) et 96% jugent que l'industrie française a un avenir (76% en moyenne). 81% estiment que la France a les moyens de réussir sa réindustrialisation (65% en moyenne). 73% pensent que la France reste une grande puissance industrielle (contre 56%), et 59% jugent que les pouvoirs publics en font suffisamment (contre 37%).

Sur le plan des modèles, les sympathisants Renaissance se montrent quasi unanimes à défendre une réindustrialisation dans tous les secteurs (88%, contre 68%) et valorisent la création d'emploi (63% vs 60%) et particulièrement les bénéfices de souveraineté économique (57%, contre 39%). Les secteurs de prédilection diffèrent également : plus d'attention au numérique et à l'innovation (25%, contre 15%), reflet d'une industrie envisagée comme technologique et connectée. Les sympathisants Renaissance sont aussi plus favorables à l'installation d'usines sur leur territoire, et leurs motivations à y travailler passent davantage par l'intérêt technologique du secteur (41%, contre 27%). Le frein principal identifié renvoie à la complexité des normes et des démarches administratives (64%, contre 47%), tandis que la stabilité des politiques publiques est jugée moins problématique (28%, contre 44%). Les oppositions locales sont davantage pointées (28%, contre 14%), signe d'une sensibilité accrue aux conflits environnementaux récents.

La droite traditionnelle : une lecture pessimiste, une industrie au service de la souveraineté

Les Républicains partagent avec les sympathisants Renaissance et Rassemblement National une conviction forte : la réindustrialisation se doit d'être une priorité (97% des sympathisants LR, contre 87% en moyenne). Mais leur lecture du diagnostic diffère de la majorité présidentielle. Ils expriment un sentiment de déclin plus prononcé (95%, contre 85%) et une perception sensiblement plus pessimiste du statut industriel de la France (49% estiment qu'elle reste une grande puissance, contre 56%). Ils plaident majoritairement pour une réindustrialisation tous secteurs confondus (80%, contre 68%), et jugent que la France a les moyens de réussir, à condition de réformer en profondeur (58%, contre 42%). Leur préférence sectorielle s'éloigne des priorités vertes : 13% citent les énergies propres (contre 25%), tandis que 31% mettent en avant la défense (contre 20%). Cette droite économique et régalienne lie réindustrialisation et souveraineté nationale, plus que transition environnementale.

Chez les sympathisants du Rassemblement National : une lecture très pessimiste du déclin industriel, et une priorité donnée à la simplification plutôt qu'à l'investissement

Les sympathisants du Rassemblement National partagent un diagnostic similaire à celui de Renaissance sur la nécessité de la réindustrialisation (94%, contre 87%), mais s'en distinguent par un ton plus alarmiste. Leur perception du déclin est sévère (96%, contre 85%), dans la droite lignée des sympathisants LR; et leur jugement sur l'action publique particulièrement dur (29%, contre 37%). Ils se montrent également plus pessimistes sur l'avenir de l'industrie française (65%, contre 76%). Les freins identifiés relèvent avant tout de la complexité normative (55%, contre 47%).



